

N°2



Lettre Diplomatique & Défense

Sommaire

L'Éditorial	p. 4
--------------------------	-------------

Diplomatie

- **Chine-Taiwan** : les objectifs des manœuvres chinoises en marge de la visite de Mme Pelosi à Taïwan **p. 6**
- **Grèce** : une diplomatie estivale dynamique sur tous les fronts **p. 9**
- **Quelle position Israël peut-elle adopter face à un accord probable avec l'Iran ?** **p. 9**
- **Maroc & Sahara occidental** : l'étrange propos de M. Borrell **p. 11**

Défense

- **Allemagne** : analyse du discours prononcé par le chancelier Scholz à Prague **p. 12**
- **Europe** : la razzia du F-35 **p. 18**

Le dossier géopolitique

- La rétrocession des îles de Tiran et de Sanafir, une étape-clé dans le rapprochement entre l'Arabie et Israël grâce à la médiation égyptienne **p. 20**

Est-ce une révolution de couleur qui s'avance en Iran ? Qu'en est-il des invérifiables rumeurs qui attestent que la préparation du Congrès du parti communiste chinois est entré dans une phase violente ? Et jusqu'où iront les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne dans la destruction de tous ceux qui s'opposent à leur emprise mondiale ?

Voilà les questions qui se posent au moment où l'opération spéciale lancée par la Russie en février 2022 devient une guerre qui avoue son nom. Depuis la mobilisation de 300 000 réservistes en septembre, l'annonce que des referendums décideront du rattachement de quatre régions reprises à l'Ukraine et qui deviendront de ce fait partie intégrante de la Russie a fait monter d'un cran les enjeux et les risques. Entre les propagandes qui s'affrontent, rien n'est plus difficile que d'y voir clair. Deux faits méritent cependant d'être établis ; l'Union européenne, en la personne d'Ursula van der Leyen, choisit clairement le parti de la guerre ; et la Russie est loin d'avoir fait la démonstration de supériorité militaire que beaucoup prévoyaient ("en mai à Kiev" !) Voilà pourquoi nous continuons de porter notre attention sur la politique allemande en matière de défense et d'armement. Voilà pourquoi nous constatons la montée en puissance de nouveaux acteurs dans l'Ouest africain et le pourtour méditerranéen. Voilà pourquoi nous republions la note que l'expert du renseignement militaire, Roland Pietrini, avait rédigée pour nous en avril, et qui n'a rien perdu de son actualité. Nous poursuivons l'observation des contrats d'armement, qui si souvent précèdent ou suivent la diplomatie.

Notre attention doit pourtant se porter ailleurs. L'importance du numérique en matière de géopolitique et de rapports entre Nations est largement sous-estimée par les commentaires. Il s'agit de bien autre chose que des drones, de la "révolution des affaires militaires" et de l'intégration de toutes les composantes du champ de bataille. Il s'agit du contrôle inédit, universel et permanent, que le numérique permet sur toutes les activités humaines. Et il s'agit de la nouvelle séparation du monde qui est en jeu.

Diplomates, hommes d'affaires et voyageurs nous en donnent sans cesse des exemples. Le monde se sépare. Et le monde qui n'est pas sous la coupe des Etats-Unis et ne sert pas les intérêts américains ou les exigences de sécurité israéliennes se trouve de manière croissante séparé de ce qui se dit encore "l'Occident". Un collègue est resté sans voix devant les exigences de sa banque pour un virement à Londres - à Londres ! - qu'il a fallu dûment justifier. Les collaborateurs d'entreprises qui ont besoin d'effectuer des virements sur un compte étranger en prévision d'un voyage, d'une location de voiture, d'un chauffeur et de la location d'un bureau, à Kampala, à Kuala Lumpur ou à Maputo, ont à effectuer un véritable parcours d'obstacles. Ne parlons pas de Beyrouth, Téhéran ou Islamabad ! Devant la multiplication d'anecdotes qui témoignent d'une prise de pouvoir occulte par des systèmes entièrement dominés par les Etats-Unis et qui entendent soumettre les Européens à la guerre que les Etats-Unis ont engagée contre le reste du monde, il est difficile de ne pas me ressouvenir des propos tenus à ce dirigeant d'une entreprise bretonne de pièces détachées, accusé de pouvoir être d'usage dual - elles pouvaient équiper les pick up utilisés par les rebelles au Sahel ! Soumis à l'impossible régime du "end user" - devoir justifier l'identité de l'acheteur final des pièces vendues en Afrique de l'Ouest ! - et posant au banquier paralysé la question d'évidence ; "avec qui est-il encore possible de faire commerce librement ?" La réponse était, dûment documentée ; " avec les Etats-

Unis, le Canada, le Japon, Israël, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Union européenne, et peut-être quelques autres pays." L'une des pires illustrations de cet état de fait tient aux effets pervers des sanctions quand elles empêchent concrètement des organisations humanitaires ou des particuliers de venir en aide aux populations sinistrées - nous publions une note de Frédéric Pichon sur les effets des sanctions indirectes sur la population syrienne, qui pourraient et devraient un jour être jugés comme des crimes contre l'humanité.

Derrière cette séparation qui ne dit pas son nom, trois réalités dérangeantes. D'abord, l'emprise inédite des Etats-Unis, qui ne se cachent plus d'être la puissance occupante de l'Europe. Ensuite, les dérives des systèmes mis en place au nom de la lutte contre la corruption, contre le blanchiment de capitaux, contre le financement du terrorisme, etc., qui deviennent progressivement des moyens de paralyser les commerces, de déstabiliser des concurrents, de réduire les banques à l'inquisition du Department Of Justice américain (que la France ait accepté que des banques qui se disent françaises appliquent le Foreign Account Tax Compliance Act, ou FATCA, qui impose à toute banque de communiquer les données de ses clients au fisc américain, mériterait un débat public qui n'a jamais eu lieu). Avoir laissé se multiplier les autorités administratives indépendantes, avoir laissé des entités de contrôle se gonfler de leur pouvoir et imposer des tonnes de conformité aux acteurs économiques peut se payer d'un effondrement global de l'activité - moins encore que l'argent, les contrôles ne donnent pas à manger. Enfin, la réalité dérangeante des effets des privatisations généralisées. Quand la terre est un actif comme un autre, quand la propriété et le contrôle des entreprises sont sur le marché, quand plus rien ne compte que le prix, quand le sentiment national est remplacé par le rendement pour l'actionnaire comme logique d'entreprise, il faut bien demander aux systèmes, à la conformité et aux algorithmes de servir les impératifs qui étaient ceux de la raison, de l'honnêteté et de la Nation.

Nulle part cette situation n'est plus réelle qu'en matière de ventes d'armes, de systèmes d'armes et de services annexes. L'impressionnante performance des entreprises israéliennes, au détriment notamment de leur concurrentes françaises, ne vient pas seulement de leur agressivité connue, mais de leur capacité à utiliser tous les moyens pour atteindre leurs objectifs, à une habileté réputée à jouer avec les règles et à se jouer des règles, voir à écrire les règles à leur profit. Il est urgent que la France réagisse face à l'impossible tutelle que l'Allemagne veut imposer au commerce des armes. Grand temps aussi que les Européens comprennent où les conduit la doctrine de l'Otan, passée de l'interopérabilité à l'intégration, et qui signifie en fait que tout achat d'armes européens doit être un achat américain. Car il ne s'agit pas d'argent, de chiffres d'affaires et d'emploi, mais bien de ce bien plus précieux que serait l'indépendance stratégique - si le mot a encore un sens.

Hervé JUVIN
Président de la Fondation Identité et Démocratie et Député européen

Durant l'été et au-delà du conflit russo-ukrainien, trois grandes crises ont eu lieu : entre la Chine et Taïwan, entre la Grèce et la Turquie et Israël et l'Iran.

Chine-Taïwan : les objectifs des manœuvres chinoises en marge de la visite de Mme Pelosi à Taïwan

Si les manœuvres chinoises ont été abondamment commentés, leurs objectifs ont été au final peu soulignés. C'est à eux que le *CSIS*, *think-tank* bi-partisan américain, a consacré un très intéressant rapport* le 19 août dernier.

Quatre objectifs chinois

Les importantes manœuvres militaires de l'Armée Populaire de Libération qui se sont déroulées du 4 au 7 août poursuivaient des objectifs précis :

1. **Creuser le fossé entre Taipei et Washington** : la Chine a d'abord souhaité exercer une pression politique sur Taipei et saper le moral et le soutien de la population taïwanaise à la Présidente Tsai Ing-wen. Il s'agit notamment d'arrêter le rapprochement avec les États-Unis, matérialisé par des ventes d'armes continue et un soutien au programme taïwanais de sous-marins conventionnels ;

2. **Faire respecter le principe d'une seule Chine par la dissuasion** : Ces exercices s'inscrivent dans le cadre d'efforts de dissuasion générale à l'égard des États-Unis, de Taïwan, des alliés régionaux de Washington et de la communauté internationale.

Les exercices militaires ont en effet exercé une pression directe sur le Japon, et dans une certaine mesure sur les Philippines, dans les eaux revendiquées par les deux pays. Les activités de l'APL visent également à dissuader les pays de soutenir Taïwan en montrant à quel point la Chine est prête à l'escalade.

L'exercice de l'APL a ensuite entraîné le détournement du trafic aérien et maritime commercial autour de Taïwan afin d'éviter les zones d'exercice, démontrant ainsi la capacité de la Chine à contrôler les activités à proximité et autour de Taïwan.

3. **Entraîner l'APL à une opération militaire de plus grande envergure** : Il s'agit non seulement d'activités dirigées contre Taïwan, mais aussi d'opérations visant à empêcher l'intervention éventuelle d'un pays tiers – États-Unis - dans un conflit entre la Chine et Taïwan.

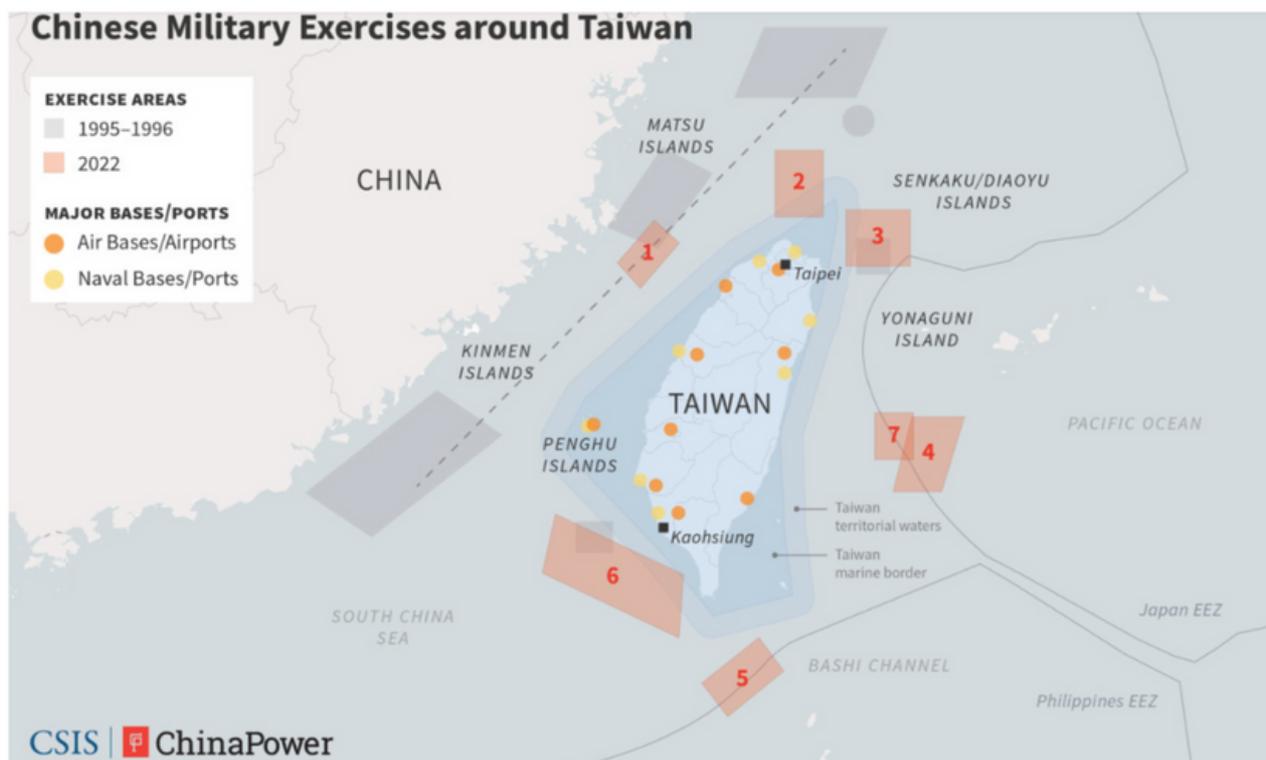
4. **Etablir enfin un nouveau *statu quo* dans le détroit de Taïwan** : Pékin cherche spécifiquement à effacer la notion de « ligne médiane » qui divise le détroit

* <https://chinapower.csis.org/tracking-the-fourth-taiwan-strait-crisis/>.

et qui vise à limiter les opérations de l'APL à l'Ouest de celle-ci. Elle cherche également à établir une nouvelle normalité dans laquelle l'APL ne respecte plus les revendications de Taïwan concernant un espace aérien et des eaux territoriales distincts. Ces exercices ne sont probablement que le début des opérations de l'APL à proximité et au-dessus de Taïwan selon le CSIS.

Des manœuvres aux thèmes soigneusement choisis

L'aspect le plus intéressant du rapport concerne les objectifs particuliers dédiés à chacune des grandes manœuvres de l'APL dans les sept zones réservées :



- La Zone n° 1 : Située au large de la côte de l'île de Pingtan en Chine continentale, dans la partie la plus étroite du détroit de Taïwan : **les opérations dans cette zone pourraient permettre à Pékin de fermer l'entrée Nord du détroit de Taïwan**. Cette zone a également été choisie pour violer intentionnellement et saper la légitimité de la "ligne médiane" qui traverse le détroit de Taïwan, où les forces de l'APL opèrent généralement à l'Ouest de la ligne ;
- La Zone n°2 : Située au Nord de Taïwan, cette zone empiète sur ses eaux territoriales et se trouve à 22,5 km de la pointe de l'île et à env. 50 km de Taipei. Elle est proche du port de Taipei et du port de Keelung, un port-clé pour l'activité militaire et commerciale. **Ces deux ports sont essentiels à l'économie taïwanaise et traitent ensemble env. 20% du fret total à destination de l'île**. La zone est également située à proximité de l'aéroport international Taoyuan de Taipei, aéroport le plus fréquenté de l'île, ainsi que de l'aéroport Songshan de Taipei, qui sert de base aérienne militaire. Cette zone est située à proximité de plages et de zones côtières au Nord-ouest et à l'Ouest de Taipei, qui seraient propices à un éventuel débarquement amphibie.

- La Zone n°3 : Située à 18,5 km au Nord-est de Taïwan, cette zone est proche des seules plages de la côte Est de l'île **qui pourraient convenir pour une invasion amphibie**. L'angle Sud-est empiète sur la ZEE du Japon et se trouve à une courte distance des îles Senkaku/Diaoyu, administrées par le Japon et revendiquées par la Chine et Taïwan. Cette zone permet donc à l'APL de mieux se positionner pour mener des opérations contre Taïwan et le Japon. Comme la Zone-2, cette zone est proche de Taipei et du port de Keelung. Le contrôle de ces deux zones pourrait rendre difficile pour les Etats-Unis ou le Japon l'acheminement de forces vers Taipei depuis le Nord-est et pourrait permettre à l'APL de bloquer le port de Keelung. Opérer à partir des Zone-1, 2 et 3 pourrait permettre à l'APL de se déplacer rapidement pour s'emparer de Taipei.
- La Zone n°4 : Située à env. 130 km des côtes orientales de Taïwan, dans l'océan Pacifique. En raison de la distance qui la sépare de la Chine et du terrain relativement montagneux de la côte Est de Taïwan, l'APL s'est historiquement moins engagée dans cette région que sur la côte Ouest de Taïwan. Cette zone fait directement face à deux bases aériennes à Hualien et Taitung, qui comptent parmi les plus importantes bases militaires de l'île. En plaçant des forces dans cette zone, **l'APL pourrait lancer des attaques sur les côtes et les bases orientales de Taïwan et empêcher les Etats-Unis et d'autres pays d'envoyer des forces par l'Est**. Cette zone chevauche également la ZEE du Japon. Entre cette zone et la Zone-3 se trouve l'île japonaise de Yonaguni, qui abrite une base militaire, un radar et d'autres équipements, et sert d'avant-poste critique près de Taïwan et des îles Senkaku/Diaoyu.
- La Zone n°5 : Située au Sud-est de la pointe Sud de Taïwan, cette zone se trouve entre l'île Orchid de Taïwan et les îles de la province philippine de Batanes et empiète sur la ZEE philippine. Cette portion de mer, connue sous le nom de Bashi Channel, est un goulot d'étranglement critique qui sépare les eaux de la 1ère chaîne d'îles de la mer des Philippines et de l'océan Pacifique au sens large. **Le canal Bashi abrite également plusieurs câbles sous-marins, qui pourraient être sectionnés**.
- La Zone n°6 : Située à l'angle Sud-ouest de Taïwan, c'est la plus grande zone des six. Elle est proche d'une région qui a été un bastion du Parti du démocrate progressiste (DPP), le parti de la Présidente **Tsai Ing-wen** et que Pékin considère comme étant favorable à l'indépendance de Taïwan. Cette zone s'étend dans les eaux territoriales de Taïwan, près des grandes villes de Kaohsiung et de Zuoying, qui abritent toutes deux d'importantes bases militaires. Kaohsiung abrite également le port commercial le plus important de Taïwan - qui a traité près de 59% du trafic maritime total de l'île en 2021 - et le deuxième aéroport le plus fréquenté. Comme les zones du Nord, cette zone est proche de plages et de zones côtières propices à une invasion amphibie. **Les opérations militaires menées à partir de là pourraient cibler les partisans du DPP, miner l'économie taïwanaise (dans le cadre d'un blocus) et soutenir une invasion potentielle de l'île**.
- La zone n°7 : après l'annonce des six zones initiales, il a été signalé que la Chine avait désigné une septième zone. Cette zone est située à l'est de Taïwan et chevauche la zone 4. Comme la zone 4, elle traverse la ZEE du Japon tout en positionnée pour être plus proche de Taïwan et pour chevaucher au plus près le

bord de la ZEE de Taïwan. Le communiqué de presse pour cette zone indiquait que les activités s'y dérouleraient du 4 au 8 août, soit un jour de plus que la date de fin initiale du 7 août pour les six autres zones, **probablement pour tester une guerre sur deux fronts.**

Grèce : une diplomatie estivale dynamique sur tous les fronts

En quelques semaines estivales, la diplomatie hellénique menée par **M. Dendias** aura démontré l'étendue et l'étroitesse de sa dynamique avec des alliés majeurs :

- Ce fut d'abord la visite de **MbS** (26 juillet) : intervenant peu après la visite de **M. Biden** en Arabie et avant celle rendue en France, elle aura contrasté avec le peu de résultats de la visite américaine, puisque de nombreux accords – énergétiques, commerciaux – auront été signés : si **MbS** y a gagné une réhabilitation européenne, poursuivie à Paris (elle n'avait été que régionale jusqu'à, présent);
- Ce fut ensuite le long effort estival au Congrès américain, visant à mobiliser le caucus grec pour accentuer la pression sur l'Administration Biden envers la Turquie : servie par la levée d'option de la batterie de S-400, option prévue par le contrat de 2020, la Grèce aura réussi à mobiliser grâce à l'action du député démocrate **Pappas**, 19 parlementaires américains, bi-partisans, pour demander l'arrêt du programme de modernisation de la flotte de F-16 turque. Cette initiative relaie celle de l'influent **Robert Menendez**, Président de la Commission des AE du Sénat, soutien de longue date de la Grèce ;
- Ce fut enfin la visite de **MbZ**, le 25 août, pour évoquer infrastructures énergétiques et investissements industriels.

Cette diplomatie s'étend au domaine de la Défense.

Chacun de ces trois alliés aura conclu dans les mois derniers un accord de défense :

- 18 novembre 2020 avec les EAU,
- 14 octobre 2021 avec les Etats-Unis (MDCA de 5 ans renouvelé)
- 26 juillet 2022 avec l'Arabie.

Ajoutons dans ce domaine la venue prochaine du CEMAA indien en Grèce dont les objectifs démontrent les objectifs grecs de partenariats en profondeur : échanges sur le Rafale piloté par les deux armées de l'air, sur le F-16 dont les unités grecques serviront de plastron aux Rafale indiens (pour s'entraîner contre les F-16 pakistanais), échanges plus confidentiels sur le S-400 que l'armée de l'air reçoit actuellement et qui équipe la Turquie.

Quelle position Israël peut-elle adopter face à un accord probable avec l'Iran ?

L'accord nucléaire qui pourrait être signé prochainement entre les États-Unis l'Europe et l'Iran ne changera rien à un fait fondamental : l'Iran deviendra *de facto* un

État nucléaire. Ce n'est qu'une question de temps.

L'Iran, un Etat nucléaire

L'accord 5+1 s'articulera certainement autour du niveau d'uranium que l'Iran a le droit d'enrichir, de sa qualité et de sa supervision. Dans le premier accord (JCPOA), signé en 2015 sous Barack Obama et annulé par Donald Trump en 2018, la quantité d'uranium enrichi était limitée à un taux allant jusqu'à 3,8 %. Depuis que l'accord a été annulé et que la surveillance a été supprimée, les Iraniens ont augmenté le taux d'enrichissement à 60 %, et toute évidence, le niveau a augmenté considérablement.

Pour Israël, accord ou pas, les temps ont changé depuis 2018 en faveur des *ayatollahs*. L'Iran a démontré qu'il pouvait faire face à des sanctions dures, longues et très ciblées, et a considérablement amélioré la qualité de ses centrifugeuses. En dépit de toutes les manœuvres publiques ou clandestines, allant du virus *Stuxnet* prenant le contrôle des centrifugeuses de l'usine de Natanz en passant par le vol des archives nucléaires en plein cœur de Téhéran jusqu'à l'assassinat ciblé d'ingénieurs iraniens, le programme iranien se poursuit : la stratégie actuelle ne fonctionne donc pas.

Les options militaires : compliquées voire inutiles

L'action militaire sur le modèle de ce qui a été fait en 1981 tant en France (contre les installations de la CNIM à Sète) qu'en Irak (destruction du réacteur Osirak le 7 juin 1981) et en Syrie (raid aérien détruisant le réacteur nucléaire en construction près de Deir ez-Zor le 6 septembre 2007), est-elle encore possible compte tenu de l'étendue du programme, de sa dynamique et de la difficulté de détruire ce qui est enterré profondément ?

Israël développe certes des plans de frappe aériennes, passant plus ou moins par l'Arabie, comme il développe vraisemblablement une capacité de frappe en second grâce à ses sous-marins Dolphin-II, mais ces options militaires de frappe en premier ou en second ne suffiront pas à freiner la marche iranienne vers l'arme nucléaire, inhérente au régime même iranien.

La dissuasion par la paralysie ?

Dans de récents écrits, le général Nuriel, ancien membre du conseil de sécurité nationale, imagine un nouveau concept de dissuasion par « une double paralysie » :

- Paralysie par une infrastructure régionale de défense antibalistique, que les accords d'Abraham rendraient plus faciles à élaborer ;
- Paralysie par la transparence : en diffusant régulièrement les progrès nucléaires iraniens, Israël pourrait susciter une pression internationale très forte, de nature à faire reculer le régime.

Pour brillant qu'est ce concept de la dissuasion par la double paralysie, il repose sur deux hypothèses peu probables : la mise sur pied d'une défense sol-air totalement

intégrée entre pays arabes et Israël et une pression internationale ayant de l'influence sur le régime iranien. La première est douteuse et même si elle existe un jour, elle ne peut garantir une étanchéité parfaite du bouclier ; la seconde, est d'emblée irréaliste, Téhéran étant inflexible sur son programme nucléaire et de missiles.

Israël est donc condamnée à vivre avec un Iran nucléaire.

Maroc & Sahara occidental : l'étrange propos de M. Borrell

Lors d'un entretien à la télévision espagnole TVE le 23 août dernier, du Haut-représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la sécurité, **M. Josep Borrell**, a évoqué la délicate question du Sahara occidental en des termes qui ont provoqué une levée de boucliers tant en Espagne qu'au Maroc : « *La position du gouvernement espagnol est celle de l'Union Européenne (UE) sur la question du Sahara c'est-à-dire de défendre la tenue d'une consultation afin que le peuple sahraoui puisse décider de son propre sort* » .

Cette déclaration contredit en effet la récente position de l'Espagne au sujet du Sahara, en affirmant que Madrid aurait supposément la même position que l'Union européenne à ce sujet, et que les deux, seraient en faveur d'un référendum d'autodétermination. Bien que démentis dès le lendemain lors d'un message vidéo à l'agence de presse *Efe*, ces propos témoignent d'une méconnaissance ou d'un parti pris surprenant.

Les libertés de M. Borrell avec le droit international et l'Histoire

M. Borrell semble considérer tout d'abord que la solution au conflit du Sahara Occidental passe par l'organisation d'une « *consultation du peuple sahraoui* ». Cette mention d'un peuple sahraoui a étonné car à part les communiqués du front Polisario et de la diplomatie algérienne, le peuple sahraoui n'existe pas : ni au sein des Nations Unies, ni au sein de l'Union européenne ; pour elles, en effet, il est question de « *population du Sahara occidental* », de « *peuple du Sahara occidental* » ou simplement de « *Sahraouis* ».

Le rappel nécessaire de deux vérités

Plus globalement, cette déclaration de **M. Borrell** permet de rappeler deux vérités : le premier renvoie au principe d'autodétermination ; le second lève le voile sur un des aspects de l'entreprise de mystification montée de toute pièce par l'Algérie sur le sujet :

- Le Maroc n'a jamais été hostile au principe d'autodétermination : c'est même à l'issue d'une consultation de la *Jemâa*, représentante des populations sahraouies et cosignataire des accords de Madrid, que le Maroc a récupéré en 1975 les territoires occupés par l'Espagne. Autrement dit, l'autodétermination faisait partie intégrante des accords de Madrid. Le Maroc a, par la suite, consenti à la

voie référendaire comme moyen de réaliser l'auto-détermination. Mais force est d'admettre que cette option, pour avoir été testée sans succès, est devenue aujourd'hui objectivement impossible. Entre-temps, les populations du Sahara sont devenues des membres à part entière qui élisent leurs représentants dans les différentes assemblées et participent à la vie publique au Maroc. Dans son dernier discours, le Roi a rappelé qu'il engagerait des réformes en faveur d'un renforcement de l'autonomie du Sahara ;

- L'assise du régime algérien repose en grande partie sur l'entretien et l'exploitation d'une double rente de situation : hostilité intermittente à la France par la « rente mémorielle », hostilité permanente au Maroc par la « rente sahraouie ». Cette double rente est ce qui permet à l'armée de maintenir sous tutelle le pouvoir civil en Algérie.

M. Borrell aurait-il voulu dès lors se concilier l'Algérie en vue d'obtenir davantage de gaz algérien ? La question reste posée quand on voit les délégations de l'UE et de certains de ses Etats-membres se rendre à Alger pour négocier un approvisionnement privilégié (Italie, Espagne, France, Allemagne).

Défense

Allemagne : analyse du discours prononcé par le chancelier Scholz à Prague

Dans un discours prononcé à l'université Charles de Prague, le 29 août, le Chancelier **Scholz** a tenu un important discours de politique européenne, tout aussi fondamental que celui prononcé trois jours après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février devant le Bundestag.

Fait peu souligné : une large partie des thèmes abordés l'avait été, de manière préfiguratrice, par le Président de la SPD, **M. Lars Klingbeil**, dans son discours à la Fondation Friedrich Ebert le 21 juin dernier : la doctrine du « leadership coopératif » allemand, testée par **M. Klingbeil**, est désormais concrétisée, précisée et illustrée par le discours pragois du chancelier.

Les principes de la nouvelle politique européenne de l'Allemagne : réalisme, pragmatisme et souveraineté

Le discours de **M. Scholz** se veut programmatique, empreint de pragmatisme et de réalisme :

- **Pragmatique** : « la formule de l'architecture moderne « La fonction définit la forme » – doit aussi être appliquée d'urgence aux politiques européennes. » ; le Chancelier a vanté la faculté d'adaptation rapide des institutions européennes sur l'Ukraine et durant la crise du Covid ;

- **Réaliste** : « Mais ce qui est plus clair que jamais aujourd'hui, c'est la dimension géopolitique de cette décision. La *realpolitik* au XXI^e siècle ne signifie pas ignorer l'importance des valeurs ou sacrifier des partenaires sur l'autel de compromis paresseux. La *realpolitik* doit signifier impliquer alliés et partenaires partageant des valeurs communes et les soutenir afin de pouvoir être forts, grâce à cette coopération, dans la compétition mondiale. »

Ce qui amène le Chancelier à définir le rôle de l'Allemagne dans des termes très proches de ceux utilisés par **M. Klingbeil** le 21 juin dernier : « Je crois que la responsabilité de l'Allemagne à l'égard de l'Europe consiste à trouver des solutions avec nos voisins et à prendre des décisions ensemble. Je ne veux pas d'une UE composée de clubs ou de sections exclusives. Ce que je veux, c'est une UE dont les membres jouissent de droits égaux. ».

- **Souveraine** : « La deuxième réflexion que je souhaite partager avec vous est liée à un terme dont nous avons souvent discuté ces dernières années : La souveraineté européenne. Ce qui m'intéresse ici, ce n'est pas la sémantique. Après tout, la souveraineté européenne signifie essentiellement que nous devenons plus autonomes dans tous les domaines, que nous assumons une plus grande responsabilité pour notre propre sécurité, que nous sommes encore plus unis pour défendre nos valeurs et nos intérêts dans le monde. »

Si le Chancelier n'a pas utilisé l'expression de leadership coopératif au contraire du Président de la SPD qui n'hésitait à dire que « l'Allemagne doit s'efforcer d'adopter un leadership coopératif et s'engager massivement en faveur d'une Europe souveraine », l'idée est bel et bien là comme la suite de son discours le montre en filigrane.

Une Europe tournée vers le Grand Est

L'Europe que souhaite promouvoir l'Allemagne est celle d'une Europe tournée vers l'Est par le biais d'un élargissement géographique considérable : « Tout d'abord, je suis favorable à l'élargissement de l'Union européenne. Il est nécessaire d'inclure les pays des Balkans occidentaux, l'Ukraine, la Moldavie et, à terme, la Géorgie ! ».

L'Allemagne sera plus que jamais au cœur de cette *Mitteleuropa*, une tendance qui n'a eu de cesse de s'accroître depuis sa réunification en 1991 et incarnée par la réorientation du quadrige de la Victoire sur la porte de Brandebourg vers l'Est dès 1991. Sa position centrale étant assurée, elle veut jouer le rôle crucial de pont entre une Europe occidentale et orientale, entre l'Europe du Nord et une Europe du Sud.

Devinant le procès que l'on pourrait lui faire, le Chancelier précise habilement que « l'Allemagne, en tant que pays au cœur du continent, fera tout ce qui est en son pouvoir pour rapprocher l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud de l'Europe. Une Union européenne comptant 30 ou 36 États membres sera bien différente de l'Union actuelle. Cela va sans dire. Le centre de l'Europe se déplacera vers l'Est, pourrait-on dire en s'inspirant de l'historien Karl Schlögel. »

Conséquences structurelles des élargissements

Conscient que cet élargissement programmé prendra du temps et exigera des conditions, le Chancelier précise aussitôt sa pensée, proposant une double réforme :

- **Un soutien aux réformes dans les pays, qui préfigure une politique allemande active dans les pays concernés** : « *Avant tout, les pays candidats doivent remplir les critères d'adhésion. Nous les soutiendrons dans cette démarche au mieux de nos capacités* ».
- **Un mouvement de réformes au sein de l'Union européenne** : « *Mais nous devons aussi faire en sorte que l'UE elle-même soit prête pour ce grand élargissement. Cela prendra du temps. C'est pourquoi nous devons entamer ce processus dès maintenant. Comme nous l'avons vu lors des précédents élargissements, les réformes engagées au sein des pays candidats sont allées de pair avec des réformes institutionnelles au sein de l'Union européenne. Ce sera également le cas cette fois-ci.* »

Pour ce faire, l'Europe devra changer de règles : on retrouve ici les grandes idées du discours de **Klingbeil** :

- **L'abandon du droit de veto** : « *Là où l'unanimité est requise, le risque qu'un pays utilise son droit de veto et entrave la volonté de tous les autres augmentera avec les élargissements successifs. C'est une réalité. C'est pourquoi j'ai proposé un passage progressif au vote à la majorité dans la politique étrangère commune, mais aussi dans d'autres domaines, comme la politique fiscale – sachant pertinemment que cela aurait également des répercussions pour l'Allemagne.* » ;
- **Le refus net d'une intégration différenciée** : « *Une forme d'intégration différenciée ne pourrait pas fonctionner car elle représenterait un enchevêtrement confus – et une invitation à tous ceux qui veulent nuire à l'émergence d'une Europe géopolitique unie et nous monter les uns contre les autres. Je ne veux pas de cela !* » ;
- **La réforme du Parlement européen** : si M. Scholz ne va pas jusqu'à proposer l'augmentation du nombre de députés européens, il reprend l'idée énoncée par le chef de la chancellerie fédérale, **M. Wolfgang Schmidt (SPD)** lors d'une intervention devant le *think-tank European Council on Foreign Relations* à Berlin, qui avait fait valoir qu'il allait falloir reconsidérer les modalités de vote et le nombre de sièges de l'Allemagne au parlement européen, l'Allemagne s'estimant insuffisamment représentée par rapport à d'autres pays de taille similaire ou inférieure. Pour le Chancelier, en effet, « *le Parlement européen ne pourra pas non plus se soustraire aux réformes. Les traités prévoient, à raison, une limite de 751 députés européens. Mais nous dépasserons ce nombre lorsque de nouveaux pays adhéreront à l'UE – en tout cas lorsque nous élargirons le Parlement des sièges auxquels les nouveaux États membres auraient droit en vertu des règles en vigueur jusqu'à présent.* ».
- **Un Commissaire par pays, un acquis qui demeure valable** : « Enfin et surtout, le bon équilibre entre représentation et efficacité est également en jeu au sein de la Commission européenne. Une Commission comptant 30 ou 36 commissaires atteindrait les limites de sa capacité à fonctionner. Si, en outre, nous insistons pour que chaque commissaire soit responsable d'un

domaine politique distinct, cela conduirait – si vous me permettez d'évoquer un autre grand auteur de cette ville – à une situation kafkaïenne. (...) C'est pourquoi je ne veux pas modifier le principe d'un commissaire par pays ». Il propose donc que deux commissaires gèrent une même direction générale « Mais qu'y a-t-il de mal à ce que deux commissaires soient conjointement responsables d'une seule et même direction générale ? C'est une caractéristique du travail quotidien non seulement dans les organes de décision des entreprises du monde entier, mais de telles solutions existent également au sein des gouvernements d'un certain nombre d'États membres – tant au niveau de la représentation externe que de la répartition interne des responsabilités. »

Défense européenne : trois grandes propositions allemandes

Soulignant que l'Europe est notre avenir, le Chancelier lui trace une voie ambitieuse : « *plus forte, plus souveraine et géopolitique* ». Il a pris soin toutefois d'en contenir d'emblée l'expansion, reprenant le canon de la politique étrangère et de défense allemande depuis 1949, restreignant ainsi sa portée pratique à des coopérations plus avancées entre pays-membres sur le modèle allemand des *FNC (Framework Nation Concept)* : « *L'OTAN reste le garant de notre sécurité. Mais il est également juste de dire que chaque avancée vers une plus grande compatibilité entre les structures de défense des États membres de l'Union européenne, renforce l'OTAN.* »

1. Les trois grandes réformes structurelles proposées

Pour ce faire, il propose trois réformes structurelles qui n'ont rien de nouveau :

- **Un conseil des ministres de la Défense** : « *Il est donc grand temps d'avoir des réunions spécifiques à Bruxelles, et pas seulement de nos ministres de l'agriculture ou de l'environnement. Nous avons besoin d'un Conseil des ministres de la défense.* » ;
- **L'OCCAR, noyau des coopérations européennes dans l'armement** : « *De la même manière que nous avons commencé à ouvrir les frontières de l'espace Schengen avec sept pays au départ, l'OCCAR peut devenir le noyau d'une Europe de la défense et de l'armement communs.* »
- **Une structure de commandement et de contrôle « claire »** : « *Cela nécessitera une structure de commandement et de contrôle claire. Nous devons donc doter la capacité militaire de planification et de conduite de l'UE – et, à moyen terme, un véritable quartier général de l'UE – de tous les moyens financiers, personnels et technologiques nécessaires* ».

2. Les trois évolutions réglementaires

Pour atteindre ces objectifs, le dirigeant allemand préconise trois évolutions réglementaires.

- **La décision de s'engager dans les opérations** : « *Nous devons assouplir nos processus de décision politique, notamment en temps de crise. Cela « implique d'utiliser pleinement les marges de manœuvre offertes par les traités de l'UE*

notamment « la possibilité de confier des tâches à des groupes d'États membres prêts à entreprendre, appelés coalitions de volontaires ». Cette coalition de volontaires suppose cependant une convergence des intérêts de chacun des pays : la France au Mali a pu vérifier dans la mise en place de la force *Takuba* (forces spéciales) que les pays européens n'étaient guère volontaires à se déployer dans des missions de combat, limitant leur participation à des missions de patrouille (souvent maritimes : respect de l'embargo en Libye, Golfe de Guinée, Golfe arabo-persique). L'Allemagne, elle-même, n'envisage pas de missions de combat, sauf dans le cas de l'article 5 du Traité de l'Alliance Atlantique ;

- **Une planification des efforts de défense.** « L'augmentation des budgets de défense nécessite une nouvelle discipline : une croissance coordonnée des capacités européennes ». Outre « la fabrication et l'approvisionnement en commun, cela nécessitera que nos entreprises coopèrent encore plus étroitement sur des projets d'armement ». Et de proposer « la division du travail au sein de l'UE dans son meilleur sens » ; cette division du travail contrecarre le concept même d'un modèle d'armée complet et autonome qui demeure celui de la France ;
- **Une harmonisation des exportations d'armes.** « Pour que ces évolutions se concrétisent, nous devons revoir toutes nos réglementations nationales, notamment celles qui concernent l'utilisation et l'exportation de systèmes fabriqués en partenariat. Mais cela doit être rendu possible dans l'intérêt de notre sécurité et de notre souveraineté, qui dépendent des capacités d'armement européennes. » ; la formulation utilisée ici est trop vague pour ne pas être soulignée : sans le dire le Chancelier appelle de ses vœux une harmonisation dans le sens allemand, à savoir l'élaboration de règles d'exportation strictes comme l'Allemagne s'apprête à le faire dans le cadre strictement national avec son projet de loi sur l'exportation dont le zonage sera inspirée par la géopolitique que la coalition souhaite promouvoir : encouragée dans les pays occidentaux et associés (Corée du Sud, Japon, Nouvelle-Zélande et Australie) et restreinte voire interdite ailleurs (Arabie notamment), avec les exceptions allemandes bien connues de la Turquie et de l'Algérie.

Les accents mis sur la dimension aérienne et spatiale

Le discours de **M. Scholz** est ici novateur dans la mesure où il met en avant pour la première fois les priorités allemandes : « Nous avons beaucoup de retard à rattraper en Europe en matière de défense contre les menaces aériennes et spatiales. ». Ces investissements se feront sous l'égide de l'Allemagne :

- **Par une remontée en puissance dans la défense sol-air :** « C'est pourquoi, en Allemagne, nous allons investir de manière très significative dans notre défense aérienne au cours des prochaines années. Toutes ces capacités pourront être déployées dans le cadre de l'OTAN. »
- **Par une architecture ouverte aux pays européens, lesquels sont, il faut le souligner nommer :** « Dans le même temps, l'Allemagne concevra cette future défense aérienne de manière à ce que nos voisins européens puissent être

impliqués si nécessaire – comme les Polonais, les Baltes, les Néerlandais, les Tchèques, les Slovaques ou nos partenaires scandinaves. » ; la France est totalement absente de cette proposition et pour cause car il est plus que vraisemblable que les systèmes dans lesquels l'Allemagne investira soit extra-européen au lieu d'être formé autour de l'Aster franco-italien : THAAD américain ou Arrow 3 israélien... On comprend mal dès lors comment cet effort peut être qualifié de « renforcement du pilier européen de l'OTAN »...

- **Par une politique spatiale ambitieuse** : le Chancelier **Scholz** défend « l'accès indépendant à l'espace, satellites modernes et méga-constellations (...) Dans l'intérêt d'un secteur spatial européen fort et compétitif, nous devons promouvoir ces entreprises innovantes aux côtés d'acteurs établis. » Le « prochain SpaceX devra être une entreprise européenne ». M. Scholz oublie de préciser que l'Allemagne de Merkel qui a déchiré les accords de Schwerin, division du travail intelligente entre les capacités radar des satellites allemands et les capacités optiques des satellites français en commandant des satellites optiques lancés par SpaceX...

Commentaires : il est tout-à-fait remarquable de voir combien le discours de Prague reprend à la fois celui de **M. Klingbeil** et les grandes lignes de force du contrat de coalition.

- L'OTAN demeure l'horizon indépassable de l'Allemagne : rien de nouveau certes, mais la souveraineté européenne appelée de ses vœux par le Chancelier est d'emblée limitée tant dans ses actions que dans ses capacités ; l'ombre portée des Etats-Unis demeure prégnante ; au demeurant, les acquisitions de plateforme annoncées le gouvernement fédéral sont essentiellement américaines dans les domaines-clés de l'aviation de combat (35 F-35), de l'aéromobilité (60 CH-53) et de l'aviation maritime (5 voire 8 P-8) ;
- **Les propositions de réforme des institutions européennes dessinent en creux les contours déjà bien balisés par les précédents discours allemands, d'une CED actualisée**, c'est-à-dire d'une communauté européenne de défense sous tutelle de l'OTAN : l'Europe de la défense allemande, est à la fois soumise (aux Etats-Unis) et fédérale (conseil des ministres de la Défense, abandon du droit de veto, intégration des efforts d'acquisition et d'exportation des systèmes de défense, division du travail). Une OTAN européenne inféodée à l'OTAN, elle-même inféodée aux Etats-Unis in fine, en quelque sorte. C'est d'ailleurs la définition partagée par tous les pays européens du pilier européen de l'OTAN ;
- **L'harmonisation de l'exportation d'armement** : mentionnée depuis des années en Allemagne, elle a été rappelée dans le contrat de coalition et sera gravée dans le marbre d'une loi allemande (*Rüstungsexportkontrollgesetz* ou *REKG*) ; cette loi, restrictive, gênera les intérêts français puisqu'elle devrait remettre en cause l'accord de *minimis* de 2019 (pas de droit de veto allemand quand la valeur de composants allemands ne dépasse les 20%) et devrait interdire l'exportation française dans les régions (Golfe principalement) où la France exporte ; cette loi favorisera au contraire les exportations allemandes au sein de l'OTAN, où la France est traditionnellement plus faible ;

■ Les grands absents sont naturellement les thèmes français :

- **La dissuasion nucléaire française** n'est pas citée une seule fois, comme d'ailleurs le rôle de la dissuasion au sein de l'Europe ; on peut s'en réjouir car les tentatives d'eupéanisation de la force de frappe française sous forme de dialogue constructif appelée de ses vœux par M. Macron étaient d'emblée contraires à la doctrine et aux modalités pratiques de la dissuasion nationale, mais leur absence dans le discours de **M. Scholz** vise à la diminuer dans les faits, ce qui n'est pas acceptable. En effet, non la dissuasion française existe et exerce sur l'Europe une protection, certes indirecte, mais néanmoins réelle**. Par ailleurs, l'Alliance Atlantique demeure une alliance nucléaire : **M. Scholz** le sait bien, puisque la poursuite de mission nucléaire de l'OTAN a justifié le choix du *F-35* pour remplacer le *Tornado*. Enfin, cette absence contribue à marginaliser le fait nucléaire, alors même qu'il est évident que le conflit ukrainien a démontré la pertinence du concept de dissuasion en limitant au conventionnel la guerre actuelle ;
- **Aucun des programmes d'armement entre la France et l'Allemagne n'est mentionné (avion d'armes et char de combat), comme sont absentes de son discours les abandons allemands de coopération avec la France : programme de modernisation du Tigre (*Mast-F*), MAWS (avion de patrouille maritime) sans ne rien dire de la coopération spatiale dans le militaire.**

Europe : la razzia du F-35

Les années passent et confirment la razzia du F-35 sur les armées de l'air européenne. Comment l'expliquer ?

D'abord par le concept même du *F-35* : conçu d'emblée comme un avion de coalition au début des années 90, il exclut tout autre appareil de ses flux de données qu'il reçoit de capteurs divers (satellites, radars, drones, avions de mission) ou qu'il émet lui-même avec ses propres senseurs à destination d'autres plateformes. Alors que les Etats-Unis privilégiaient jusqu'à l'arrivée du *F-35* l'interopérabilité avec leurs alliés (cas du *F-16*), ils ne laissent à leurs alliés qu'une alternative : acheter du *F-35* et s'intégrer au système de défense américain ou être isolés faute de pouvoir communiquer avec le nouvel avion de chasse américain, clé de voûte des opérations aériennes américaines.

Fait aggravant supplémentaire : la mission nucléaire de l'OTAN (nuclear sharing) ne peut être réalisée qu'avec le *F-35*, les Etats-Unis ayant fermé la porte à l'intégration de la bombe nucléaire *B-61* sur toute autre plateforme (hormis les gros bombardiers américains). La conséquence de cette décision est que les pays européens dont les avions réalisant cette mission arrivent tous en fin de vie opérationnelle (*F-16* et *Tornado*), et qui veulent poursuivre cette mission, n'ont pas d'autre choix que de le

**Dans son discours du 7 février 2020, le Président de la République déclarait : « nos forces nucléaires renforcent la sécurité de l'Europe par leur existence même et, à cet égard, ont une dimension authentiquement européenne ».

commander. En Europe, la dissuasion nucléaire de l'OTAN (*nuclear sharing*), est assurée par l'Allemagne (20 bombes), la Belgique (20), l'Italie (40), les Pays-Bas (20) et la Turquie (50).

A ces deux facteurs s'ajoute l'assurance-vie américaine : l'achat du F-35 est un gage de poursuite de la relation transatlantique.

Pays	Quantité	Mission nucléaire	Assurance-vie	Autres	Double-source
Belgique	34				
Danemark	27				
Italie	90			Pour son aéronautique militaire	<i>Eurofighter</i> puis <i>Tempest</i> futur
Norvège	52				
Pays-Bas	37				
Royaume-Uni	138			Pour son aéronautique	Eurofighter puis <i>Tempest</i>
Turquie (exclue)	100			Exclue en raison de l'acquisition d'une batterie de S-400 Programme national en cours de développement	
Finlande	64				
Pologne	32				
Allemagne	35				Eurofighter Option du SCAF avec la France ?
Suisse (non signé)	36			Réaction à l'attitude de l'UE	
République tchèque (intention)	24				
Espagne (étude)					Eurofighter En cas d'échec du SCAF Mais commande probable de <i>F-35B</i> pour l'aéronavale
Roumanie (intention)					
Grèce	20				Double source avec Rafale français

Un bilan de cette razzia : en l'espace de quatre années, le nombre de pays européens utilisateurs du F-35 a doublé. Seuls quatre pays ne volent pas avec du matériel venu d'outre-Atlantique : la France, la Suède, l'Autriche et la Hongrie. Parmi ces pays, il faut distinguer la Suède et la France qui s'équipent uniquement avec des avions conçus nationalement (*Gripen* et *Rafale* respectivement). L'Autriche et la Hongrie volent avec du matériel acheté chez un de leurs voisins. Le premier en *Eurofighter* (produit par quatre pays européens), le second en *Gripen* (Suède).

Seule parmi les pays européens à avoir émis le souhait d'une double source en dépit du choix du F-35 : la Grèce qui aura commandé vingt-quatre *Rafale* français...

Le dossier géopolitique

Russie- Ukraine, un conflit en Europe

Après trente-trois ans de paix fragile sur notre continent, alors que partout ailleurs les tambours de la guerre battaient leur tempo, il paraissait inconcevable qu'un conflit majeur éclate à quelques heures de nos frontières, rappelant les pires heures de notre histoire.

Alors, entre le moment où j'écris - en cette semaine décisive du tout début de ce mois de mars, où les forces russes envahissent l'Ukraine et encerclent les principales villes, que des populations, surtout des femmes et des enfants fuient vers l'ouest, et que d'autres hommes et femmes prennent les armes pour résister - et le moment où je serai lu, la situation aura évolué.

C'est donc avec beaucoup d'humilité que j'aborderais ce sujet de la déstabilisation en Europe en ayant conscience que quels que soient les États et les inconséquences des dirigeants, les peuples sont toujours victimes de la folie des hommes

Cela me fait penser à un mythe, celui d'Europe.*

Cette histoire d'Europe commence par un viol et un cocufiage. Europe, qui était la fille du roi Agénor, roi de Tyr et de Téléphasa, attira un jour l'intérêt de Zeus, chef de l'Olympe. Celui-ci se serait épris de sa beauté et de sa grâce et aurait immédiatement mis en œuvre un plan très habile.

Pour éviter de déclencher la haine de sa femme Hera particulièrement jalouse et se faire remarquer par la jeune fille, Zeus décida de se métamorphoser en un ravissant taureau blanc. Europe, dit-on, fut attirée par ses flancs charmants, le caressa avant de monter sur son dos.

*LA DÉESSE EUROPE ET LE TAUREAU : SIGNIFICATION DU MYTHE DANS L'EUROPE MODERNE - 1ère partie : les origines du mythe - 26 juillet 2011, par Sarah Dejaegher.

Alors, Zeus enleva Europe et nagea jusqu'en Crète, où il reprit son vrai corps et visage avant de la violer, celle-ci tomba enceinte et mit au monde Minos, un petit garçon qui allait devenir roi de Crète.

L'Union européenne fait donc référence à ce mythe celui d'une ingénue et d'un mystificateur. Mais aussi celui d'une naissance, celui d'un roi dont l'origine provient d'un viol.

Ainsi l'Europe de Robert Schuman en 1950, après deux guerres mondiales et des millions de morts dont l'holocauste, est née par la souffrance et d'une idée simple qui s'imposait, la réconciliation franco-allemande et la construction en Europe d'un espace de paix et de stabilité.

Ce qu'il en est advenu est un autre problème, ce qu'il en sera n'est pas l'objet de mon propos.

Pourtant, le retour au tragique nous rattrape, les sirènes de la peur déchirent des villes d'Ukraine et les populations de l'ouest stupéfaites observent en comprenant un peu tard, que ce qui se passe là-bas pourrait éventuellement se passer ici. Nous nous retrouvons face à un conflit que certains pensaient impossible.

Mais, cette surprise stratégique n'en était pas une. Nos dirigeants avaient depuis fort longtemps les clés de la compréhension pour prévenir cette crise et quand rien n'est prévu tout est imprévu !

La psychologie de l'un des auteurs est l'un des éléments importants à intégrer.

Poutine est un tchékiste*, un homme de la guerre froide, il était présent en 1989 à Dresde, lorsque la foule a donné l'assaut à l'immeuble de la Stasi, il était là et il a dégainé son makarov**. Il a vu autour de lui un monde s'écrouler, il a souffert de l'humiliation de la chute de l'URSS. Il ne veut pas revivre cette même scène à la Loubianka***, il veut laver l'affront. À 69 ans cet homme à un compte à régler avec ses fantômes, l'un de ces fantômes menaçants qui le hante est celui de l'occident, cause unique selon lui de toutes les humiliations subies. C'est pourquoi il ne s'arrêtera pas, il est devenu dangereux. C'est un psychorigide qui décrypte le monde tel que le KGB l'a formé. Il veut laver l'affront de la disparition de l'URSS en sublimant un projet de Russie puissance qui poserait sa botte sur ce qu'il considère comme sa zone d'influence immédiate, l'Ukraine en fait partie, jusqu'où s'arrêtera-t-il ? C'est pourquoi il aurait fallu l'arrêter avant, en évitant les provocations inutiles et en réglant le problème de la sécurité à l'est de la Pologne de cette Europe post guerre froide, ce qui ne fut jamais fait.

Dans ce scénario improbable face à cet inéluctable, l'Europe a insufflé l'idée que la guerre ne pouvait être et ne serait pas et l'idée originelle d'humanisme et de générosité a été dévoyée par la prééminence de la tolérance et du juridisme des droits de l'homme. À trop vouloir ouvrir ses bras, elle a cumulé l'immense défaut de

*Membre de la police politique d'un régime communiste.

**Pistolet automatique russe

***La Loubianka est le nom d'un immeuble situé à Moscou en Russie, sur la place éponyme. Siège du KGB puis du FSB.

sa qualité, sa faiblesse. A force de vouloir unifier dans une seule culture, celle millénaire de ses membres, elle a combattu ce qui faisait sa force, sa diversité.

L'Europe est désarmée, moralement, comme elle est désarmée militairement et Poutine le sait, en tout cas le pense. Cette crise qui ne fait que débiter est extrêmement grave, elle traduit le profond divorce entre deux modes de pensée, un processus de délitement des relations internationales dont il est trop tôt pour en mesurer toutes les conséquences.

Mais cette Europe amorce un sursaut, cinq jours après l'action de force de la Russie contre l'Ukraine elle découvre la nécessité de prendre en main son devenir. La peur, il est vrai, a parfois des vertus salvatrice.

Le 6 février 2022, le colonel général Ivashov Leonid Grigoruevich* **avait lancé un appel au président et aux citoyens de la Fédération de Russie.**

« Aujourd'hui, l'humanité vit dans l'attente de la guerre. Et la guerre est la perte inévitable de vies, la destruction, la souffrance de grandes masses de personnes, la destruction du mode de vie habituel, la violation des systèmes vitaux des Etats et des peuples. Une grande guerre est une énorme tragédie, une crise grave. Il se trouve que la Russie s'est retrouvée au centre de cette catastrophe imminente. Et c'est peut-être la première fois dans son histoire.

*Auparavant, la Russie (URSS) menait des guerres forcées** et, en règle générale, lorsqu'il n'y avait pas d'autre issue, lorsque les intérêts vitaux de l'Etat et de la société étaient menacés. Et qu'est-ce qui menace l'existence de la Russie aujourd'hui, existe-t-il de telles menaces ? On peut affirmer qu'il y a bien une menace - le pays est sur le point d'achever son histoire. Tous les domaines vitaux, y compris la démographie, se dégradent régulièrement et le taux d'extinction de la population bat des records mondiaux. La dégradation est de nature systémique et dans tout système complexe, la destruction de l'un des éléments peut conduire à l'effondrement de l'ensemble du système ».*

Emettons une hypothèse, cette fuite en avant de la part de Poutine ne serait-elle pas la prise de conscience du danger auquel son pays serait soumis ? N'aurait-il pas pris conscience que « dans tout système complexe, la destruction de l'un des éléments peut conduire à l'effondrement de l'ensemble du système » N'a-t-il pas simplement peur ? Peur de revivre un second séisme, celui de l'effondrement de la Russie, de l'effondrement de son régime après avoir connu celui de l'URSS. Oui, Poutine se réveille la nuit hanté par les fantômes de son passé...

Lorsque l'on veut s'opposer à un adversaire, mieux vaut connaître son état d'esprit et son histoire. Mais celui-ci commet plusieurs erreurs.

- La première est celle d'avoir négligé par excès de précaution la préparation mentale de ses soldats, dont certains ignoraient la véritable destination de leur manœuvre, alors que tactiquement, l'opération était planifiée depuis au

*Le général russe Leonid Ivachov, né le 31 août 1943 à Bichkek en République socialiste soviétique kirghize, est, depuis mai 2009, le président de l'Académie russe des problèmes géopolitiques.

**Ce qu'il veut dire c'est que la Russie a mené des guerres essentiellement contre des invasions... référence à la grande guerre patriotique de 1942 à 1945

moins les dernières manœuvres Zapad* de septembre 2021, ces soldats ont été lancés dans une bataille dont ils ne comprennent pas le sens.

- La seconde est de ne pas avoir défini clairement son ennemi. Est-ce l'OTAN ou les ukrainiens ? Les buts de sa guerre ne sont pas clairs, y compris pour les chefs subalternes, dont la passivité est connue avec un niveau d'initiative très faible.
- La troisième est celle d'avoir sous-estimé la capacité de résistance de la population ukrainienne et sa résilience dès les premières heures.
- La quatrième est que l'on ne gagne pas une guerre contre l'assentiment profond de son propre peuple. Car, je suis persuadé que beaucoup de Russes, dès qu'ils seront informés de la réalité de cette lutte fratricide entre slaves et contre un pays berceau de la Russie, n'approuveront pas cette guerre**.
- La cinquième est que quelques jours après le début des combats, il est en train de perdre la bataille de l'opinion publique, dans le monde, en Ukraine et aussi en Russie.

Enfin, et ce sera la sixième erreur d'appréciation, il pensait que le sentiment de culpabilité de l'occident, accusé de tous les maux suffirait à fissurer l'union des pays de l'Otan, or c'est le phénomène inverse qui est train de se passer, la solidarité entre les occidentaux en raison de la peur que cette intervention génère est en train de souder les pays membres autour de l'Alliance Atlantique et créer de l'appétence pour d'autres. Poutine est devenu involontairement le meilleur prescripteur pour une OTAN forte et une Europe solidaire.

Simultanément à cet appel du colonel général Ivashov Leonid Grigoruevich***, il est intéressant de lire une interview en date du 19 février 2022 de Jack Matlock**** qui fut Ambassadeur des Etats-Unis en URSS de 1987 à 1991.

« On nous dit chaque jour que la guerre est peut-être imminente en Ukraine. Les troupes russes, nous dit-on, se massent aux frontières de l'Ukraine et pourraient attaquer à tout moment. On conseille aux citoyens américains de quitter l'Ukraine et on évacue les personnes non indispensables du personnel de l'ambassade américaine. Pendant ce temps, le président ukrainien conseille de ne pas céder à la panique et indique clairement qu'il ne considère pas une invasion russe comme imminente. Le président russe, Vladimir Poutine, a nié avoir l'intention d'envahir l'Ukraine. Il exige que le processus d'élargissement de l'OTAN cesse et, en particulier, que la Russie ait l'assurance que

*Exercice militaire russe de grande ampleur en septembre 2021 avec pour principal partenaire la Biélorussie. Son nom : « Zapad » – qui signifie « Ouest » en russe. Son but : impressionner autant que faire se peut l'ensemble des adversaires de la Russie, afin de mieux les dissuader de s'engager dans un conflit, y compris de « haute intensité », comme annoncent régulièrement s'y préparer les états-majors français ou américains.

**L'Ukraine a été ainsi baptisée en 1187 d'après un mot slave qui veut dire «frontière» ou «marche». Ce grand État en mal de visibilité s'étire de fait aux marges du monde russe, dont il a été le berceau, et à la jonction entre le monde orthodoxe et le monde catholique.

***Le général russe Leonid Ivachov, né le 31 août 1943 à Bichkek en République socialiste soviétique kirghize, est, depuis mai 2009, le président de l'Académie russe des problèmes géopolitiques.

****ACURA's Jack Matlock: VIDEO: Ukraine Crisis Stems Directly from Post-Cold War Push to Expand NATO - DN!February 19, 2022

l'Ukraine et la Géorgie ne seront jamais membres. Le président Biden a refusé de donner cette assurance, mais a clairement indiqué qu'il était prêt à continuer à discuter des questions de stabilité stratégique en Europe. Entre-temps, le gouvernement ukrainien a clairement indiqué qu'il n'avait pas l'intention de mettre en œuvre l'accord conclu en 2015 pour la réunification des provinces du Donbass au sein de l'Ukraine avec un large degré d'autonomie locale – un accord garanti par la Russie, la France et l'Allemagne, que les États-Unis ont approuvé. Peut-être ai-je tort – tragiquement tort – mais je ne peux pas m'empêcher de penser que nous assistons à une comédie élaborée, grossièrement amplifiée par les principaux médias américains, pour servir un objectif de politique intérieure. Confrontée à une inflation croissante, aux ravages d'Omicron, à des reproches (pour la plupart injustes) concernant le retrait d'Afghanistan, ainsi qu'à l'incapacité d'obtenir le soutien total de son propre parti pour la législation « Build Back Better », l'administration Biden est fragilisée par des taux d'approbation en baisse, alors qu'elle se prépare pour des élections législatives cette année. Puisque des « victoires » convaincantes sur les graves problèmes intérieurs semblent de plus en plus improbables, pourquoi ne pas en fabriquer une en faisant croire qu'elle a empêché l'invasion de l'Ukraine en « tenant tête à Vladimir Poutine ».

La vision de Ivashov Leonid Grigoruevich portée sur son propre peuple complète par effet miroir la vision de Jack Matlock sur le sien. En réalité les deux sont critiques envers leurs dirigeants.

Alors, les historiens, un jour, se pencheront sur les conditions qui ont amené à cette nouvelle guerre en Europe, et sur ses conséquences, une guerre qui ressemble en tout point à celles du XX^e siècle, à celles que nous voulions éviter lors de la guerre froide, dans quelques jours ou mois, il n'est pas exclu que l'on reparle de la trouée de Fulda*.

On est en quelque sorte, dans les mêmes conditions de celui qui se jetant de sa fenêtre du cinquième étage, lors de sa chute et avant de s'écraser au sol, estime que tout va bien.... Jusque-là tout va bien... Jusque-là tout va bien...

L'une de ces raisons est que la fin de la guerre froide en 1989 et la chute de l'URSS en 1991 n'ont pas purgé les conditions de la paix en Europe.

Le 24 octobre 2014 à Sotchi, à la XI réunion du club Valdai**, Vladimir Poutine avait prononcé un discours qui avait clairement exposé sa vision du monde.

- « *La position exceptionnelle des États-Unis et la façon dont ils mènent leur leadership est vraiment une bénédiction pour nous tous, et que leur ingérence dans les événements du monde entier apporte la paix, la prospérité, le progrès, la croissance et la démocratie, et nous devrions peut-être seulement nous détendre et profiter de tout cela ? Permettez-moi de dire que ce n'est pas le cas, absolument*

*La trouée de Fulda était l'un des deux axes probables d'une hypothétique invasion blindée des forces du Pacte de Varsovie contre l'Allemagne de l'Ouest en provenance de l'Europe orientale, et particulièrement d'Allemagne de l'Est. La seconde était celle passant par la grande plaine d'Allemagne du nord. Une troisième, moins probable, passait par la vallée du Danube en Autriche. L'idée d'une bataille de chars dans la trouée de Fulda était un élément fondamental pour la planification de l'OTAN pendant la Guerre froide.

**Discours intégral de Vladimir Poutine sur le nouvel ordre du monde - 24 octobre 2014 - medias-presse.info

pas le cas. Un diktat unilatéral et le fait d'imposer ses propres modèles aux autres produisent le résultat inverse. »

- *« Cette période de domination unipolaire a démontré de manière convaincante que le fait d'avoir un seul centre de pouvoir ne rend pas les processus mondiaux plus faciles à gérer. Au contraire, ce type de construction instable a montré son incapacité à lutter contre les menaces réelles telles que les conflits régionaux, le terrorisme, le trafic de drogue, le fanatisme religieux, le chauvinisme et le néo-nazisme. »*

Néo-nazisme, ce mot est prononcé pour la première fois, il a été répété à nouveau et à plusieurs reprises à propos de l'Ukraine, lorsque la sémantique rejoint la pensée profonde cela a une signification qu'il ne faut pas négliger. Cela s'adresse d'abord, à l'opinion publique russe qui reste fidèle au souvenir du combat victorieux contre les Nazis, lors de la « grande guerre patriotique », mais aussi à l'occident qui serait ainsi devenus les complices de néo-nazis en Ukraine.

- *« Aujourd'hui, nous voyons déjà une forte augmentation de la probabilité de tout un ensemble de conflits violents avec la participation directe ou indirecte des plus grandes puissances mondiales. Et les facteurs de risque comprennent non seulement les conflits multinationaux traditionnels, (...) Et ce processus dangereux a été initié par les Etats-Unis d'Amérique quand ils se sont unilatéralement retirés du Traité sur les missiles antibalistiques (ABM) en 2002, puis se sont lancés dans la création de leur système global de défense antimissile et poursuivent aujourd'hui activement ce processus. »*

Il serait vain de comparer la multitude des interventions militaires de l'Occident ces trente dernières années, elles sont très nombreuses et certaines sous couvert de l'OTAN.

Pour mémoire, depuis la chute de l'URSS, la Russie est intervenue en 1991 en Géorgie, 1992 en Ossétie du nord, en Ouzbékistan, au Tadjikistan, en 1997 et en 1999, en Tchétchénie, en 2008 en Géorgie, puis en 2009 en Ciscaucasie, en 2014 en Crimée en Ukraine, en 2015 en Syrie, depuis 2019 indirectement par milices privées en Centrafrique, au Mali ...

- *« Quelle pourrait être la base juridique, politique, et économique pour un nouvel ordre mondial qui permettrait la stabilité et la sécurité, tout en encourageant une saine concurrence, et en ne permettant pas la formation de nouveaux monopoles qui entravent le développement ? (...) Nous devons identifier clairement où se terminent les actions unilatérales et nous avons besoin de mettre en œuvre des mécanismes multilatéraux. (...) J'ajouterais que les relations internationales doivent être basées sur le droit international, qui lui-même doit reposer sur des principes moraux tels que la justice, l'égalité et la vérité. (...)*
- *Nous voulons simplement que nos propres intérêts soient pris en compte et que notre position soit respectée. (...) »*

Cette allusion au respect du droit international fait référence en partie à l'action de l'OTAN (Operation Allied Force) qui fut l'opération militaire de bombardement par

l'OTAN de cibles Serbes durant la guerre du Kosovo à la suite du massacre de Racak*. Sans parler des conditions de déclenchement de la seconde guerre en Irak bâties sur la fabrication de fausses preuves.

- « *Aujourd'hui, nous voyons déjà une forte augmentation de la probabilité de tout un ensemble de conflits violents avec la participation directe ou indirecte des plus grandes puissances mondiales. Et les facteurs de risque comprennent non seulement les conflits multinationaux traditionnels, mais aussi l'instabilité interne dans différents États, surtout quand on parle de nations situées aux intersections des intérêts géopolitiques des grandes puissances, ou à la frontière de continents civilisationnels, culturels, historiques et économiques.* »

Ce discours, dont je ne cite que quelques phrases est cependant d'une importance capitale, il convient de les lire à l'éclairage de cette crise majeure. Il pourrait se résumer par une phrase qu'il prononce lors de sa conclusion, « *Tout en respectant les intérêts des autres, nous voulons simplement que nos propres intérêts soient pris en compte et que notre position soit respectée.* »

Le mot est prononcé, « respect » et par ce mot Poutine est, pour l'instant, en résonance avec une grande partie de son peuple.

En Occident, on ne mesure pas suffisamment l'humiliation et la frustration subies par les Russes en 1991 et les années suivantes, les Russes n'ont pas oublié les années Boris**. On ne mesure pas les conséquences de la fin de non-recevoir des occidentaux lorsque les Russes tendirent la main pour faire partie de la famille européenne et coopérer avec l'OTAN lors d'exercices communs et d'interventions communes.

L'acte fondateur OTAN-Russie avait été signé en 1997, ce qui a débouché sur le Conseil Otan-Russie créé en 2002. Et dans ce cadre, l'OTAN et la Russie réalisaient des exercices et effectuaient des missions communes de maintien de la paix. Selon Vladimir Poutine, il aurait proposé l'idée au président Bill Clinton en 2000 lors d'une visite à Moscou, de la possibilité d'une adhésion de la Russie, celui-ci aurait répondu qu'il n'y voyait pas d'inconvénient.

En réalité, nous n'avons pas respecté notre promesse de dissoudre l'OTAN après la dissolution du pacte de Varsovie. Les douze États signataires de l'Atlantique Nord sont passés à vingt-huit depuis le 16 juillet 1990 et l'accord Gorbatchev- Kohl, autorisant l'appartenance de l'Allemagne réunifiée à l'OTAN. En 1999 c'est la Tchéquie, la Hongrie et la Pologne qui adhèrent, en 2004, c'est au tour de la Bulgarie, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Slovaquie, de la Roumanie et de la Slovénie, en 2009 de l'Albanie et de la Croatie et enfin en 2017, du Monténégro et 2020 de la Macédoine du Nord. Tout va se cristalliser autour de la Géorgie et de l'Ukraine.

Mais déjà, tout portait à la dégradation des relations.

*Selon des rapports du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et de Human Rights Watch, l'événement était un massacre délibéré de civils par la police serbe^{3,4}. Cette version est contestée alors par le gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie pour qui les morts étaient des membres de l'Armée de libération du Kosovo (ALK) tués dans un accrochage avec les forces de sécurité de l'État - Wikipedia

**Boris Nikolaïevitch Eltsine

Dans un discours très offensif de 2007 lors de la Conférence sur la sécurité de Munich, Poutine avait notamment accusé l'Occident de rompre ses "garanties" en élargissant l'Otan jusqu'aux portes de la Russie et déclarait : « *qu'est-il advenu des assurances données* par nos partenaires occidentaux après la dissolution du pacte de Varsovie ? Où sont ces déclarations aujourd'hui ? Personne ne s'en souvient* », avait déclaré le chef du Kremlin.

En réalité, cela repose sur un malentendu. Le 9 février 1990, Hans Dietrich Genscher** et James Baker*** auraient promis à Gorbatchev que l'OTAN ne s'étendrait « pas d'un pouce vers l'Est », ce qui est contesté par d'autres analystes qui relèvent que ces propos auraient été tenus à un moment où l'URSS existait encore, et qu'ils seraient donc caducs dans le contexte géopolitique de la deuxième moitié des années 1990.

En 1990, l'URSS est moribonde, et le 25 décembre à 19h32, le drapeau rouge est remplacé définitivement par le drapeau russe pré-révolutionnaire****.

Officiellement, l'URSS n'est plus. Les Etats-Unis crient victoire et l'Europe pense qu'une nouvelle ère de paix s'ouvre pour « mille ans », c'est une erreur fondamentale.

On ne peut parler de paix sans associer les vaincus qui ont eu la sagesse de se retirer sans drame. J'ai assisté en partie au retrait des troupes soviétiques en RDA et en Pologne, je peux témoigner des énormes difficultés logistiques. Ce retour au pays ne fut pas une promenade de santé, y compris pour les familles, à qui on avait promis des logements neufs, financés par l'Allemagne, qui ne furent jamais construits. En dépit du chaos ambiant, il eut lieu sans violence. On ne peut danser sur les cendres d'un monde qui s'écroule, sur les dépouilles de son adversaire terrassé, il est impossible de croire en un monde nouveau, tant que l'on n'a pas tous ensemble purgé les erreurs du passé.

Les Russes, comme d'autres dans les pays de l'est, sont passés en quelques générations d'un système totalitaire à un autre, du tsarisme au communisme, voire du nazisme à la démocratie en passant par le système socialiste soviétique. En URSS, la population après s'être courbée sous le knout des tsars a subi les goulags de Staline, on estime à 20 millions de morts le bilan du régime communiste. La police politique fait partie du système russe ; la Tcheka, le Guépéou, le NKVD, le MGB, le KGB et aujourd'hui le FSB, utilisent les mêmes méthodes.

La démocratie en Russie ne pouvait s'imposer aussi facilement et les oligarques***** ont remplacé les apparatchiks*****. Avant de dénoncer toute démocrature*****, il aurait été plus utile de l'aider que de la contraindre.

*En 1990, les Américains auraient promis aux Russes de ne pas élargir l'Alliance atlantique à l'Est.

**Il devient en mai 1974 vice-chancelier et ministre fédéral des Affaires étrangères des gouvernements d'Helmut Schmidt. Il est élu président fédéral du FDP en octobre suivant.

***James Addison Baker est un avocat, diplomate et homme politique américain. Membre du Parti républicain, il est secrétaire du Trésor entre 1985 et 1988 dans l'administration du président Ronald Reagan puis secrétaire d'État entre 1989 à 1993 dans celle de son successeur George H. W. Bush.

****Tricolore de bandes horizontales de mêmes hauteurs blanche, bleue et rouge.

*****Désigne les personnalités de premier plan du monde des affaires, en lien avec le pouvoir politique.

*****Membre de l'appareil du parti communiste russe privilégiés par le régime.

*****Démocrature est un néologisme désignant une dictature se cachant sous les traits d'une démocratie.

L'Occident commet toujours cette erreur de vouloir imposer son modèle là où ce modèle ne peut être exporté tel quel. Chaque pays a son histoire.

Les Etats-Unis se sont construits sur la substitution d'un peuple par un autre en éliminant le premier peuple, celui des amérindiens. Les Espagnols ont exterminé les civilisations précolombiennes.

Certaines civilisations non-européennes s'en souviennent et n'accepteront plus et définitivement notre modèle qui n'en est plus un. Toutes les civilisations sont destinées à mourir, à l'horloge du temps il était minuit moins cinq, en quelques jours le temps s'est accéléré.

Il n'est pas concevable de comprendre un tant soit peu le présent si on n'a pas de notions sur le temps passé. Le présent y plonge ses racines comme l'arbre plonge les siennes dans le vif de la terre. L'histoire des hommes suit son cours sans jamais s'arrêter, on ne peut la découper en morceaux.

Alors, un accord bancal sera trouvé en septembre 1990 avec la Russie pour permettre aux troupes de l'Otan de stationner au-delà du "Rideau de fer". Mais cet accord ne concernait que l'Allemagne réunifiée et à l'époque, l'élargissement plus à l'Est restait de toute façon inconcevable. En réalité, l'Otan, depuis la chute de l'URSS, est passé de 16 à 30 pays en intégrant ces deux dernières décennies quasiment tous les anciens membres de l'ancien bloc soviétique.

Cet état de fait s'est cristallisé autour du problème ukrainien. En juin 2017, le parlement ukrainien a adopté une loi, en vertu de laquelle l'adhésion à l'OTAN est redevenue un objectif stratégique de la politique étrangère et de sécurité du pays et cet amendement, qui inscrit cet objectif dans la constitution ukrainienne, est entré en vigueur en 2019.

C'était pour la Russie la ligne rouge à ne pas franchir et cela a été ressenti par la Russie comme une humiliation de trop. Les ingrédients pour la dérive poutinienne étaient posés. Il restait à reconnaître la partition du Donbass et de Lougansk, après avoir dit que des troupes seraient retirées de Biélorussie, de passer à l'offensive. Ce qu'il fit.

Ainsi, même si on en peut comprendre les causes de cette crise, et elles sont multiples, rien ne saurait excuser les effets, l'invasion d'un pays par un autre qui de surcroît possède l'arme nucléaire est inexcusable. Poutine a perdu le sens de la rationalité, il est passé de l'autre côté du miroir qui retenait jusque-là les dirigeants de ce monde, y compris ces prédécesseurs soviétiques.

Ce sentiment, que les Etats-Unis et l'Occident ont trahi et humilié la Russie en imposant un nouvel ordre mondial qui bafoue le droit international, fait partie désormais consubstantiellement de la pensée stratégique russe, elle s'est concrétisée par le concept de « guerre de nouvelle génération » du Général Gerasimov qui fait de l'OTAN l'ennemi numéro un.

Quant à la doctrine en elle-même, elle consiste à intensifier l'usage du soft power en substitution ou soutien de moyens conventionnels transformés. En réalité, il n'existe aucune doctrine intégrée développée par les Russes pour mener les guerres du x

XXIème siècle. « À l'inverse, le Général Gerasimov* insiste sur l'importance accordée aux instruments du soft power dans les conflictualités à venir et la nécessité de les déployer en substitution ou en soutien des moyens conventionnels qu'il faut transformer pour déjouer les tentatives de déstabilisation des Occidentaux. »

Cela a très bien fonctionné en Crimée car la population était majoritairement favorable à l'annexion russe, mais je constate que cela n'a pas du tout marché au Donbass et encore moins lors de cette invasion massive en Ukraine qui est en cours, et je prends un risque, celui d'être démenti à l'instant où paraîtra cet article, mais je prévois un enlisement de l'offensive russe, car l'armée russe n'est pas accueillie avec des fleurs le gouvernement ukrainien tient et ils ont sous-estimé la solidarité des pays européens.

Par ailleurs, il semble que l'armée russe utilise une tactique très proche de celles des années 70-80 qui privilégie l'emploi d'une armée de masse, un peu comme « une artillerie qui avance », mais qui se retrouve en difficulté dès qu'il s'agit de manœuvrer, notamment au plus bas échelon, c'est-à-dire en dessous du niveau bataillon. L'armée russe reste culturellement une armée soviétique avec ses qualités et ses défauts, lourde et peu réactive, taillée pour un affrontement bloc contre bloc, en appliquant des plans rigides et tributaires d'une logistique pléthorique compte tenu du volume des forces ce qui freine d'autant l'avancée dès qu'une résistance s'organise sur les arrières.

Les témoignages vidéo et photo semblent aller dans ce sens. Quant à l'évocation d'une menace nucléaire, elle signe la déstabilisation d'un Poutine qui est de moins en moins sûr de jouer les bonnes pièces. Je ne connais pas de bon joueur d'échec qui un jour n'ait pas été mis en échec avant d'être contraint d'être mat. L'une des pièces qu'il n'avait pas estimée à sa juste valeur se nomme Volodymyr Oleksandrovych Zelensky, dont la roublardise et la solidité fait qu'il a gagné une bataille, celle de la communication. Ce petit lutin que Poutine souhaitait tourner en ridicule, tout à coup ringardise le grand maître...

Ainsi, passée la sidération des premières heures, les Ukrainiens font subir de lourdes pertes aux colonnes blindées russes qui pensaient à une ballade de santé mais qui dénote une forme d'impréparation et un certain manque de logistique.

Et l'Europe dans tout cela, et j'utilise sciemment le terme Europe en lieu et place de communauté européenne ? Cette Europe semble avoir abandonné l'esprit de Munich qui semblait être le credo d'une communauté européenne, jusque-là insouciant et frileuse.

La diplomatie ne peut et ne pourra s'employer et s'appuyer que sur une Europe puissance composée d'Etats souverains conscients de leurs responsabilités.

La France a un rôle à jouer quel que soit le président qui sera élu dans quelques semaines. Elle possède l'arme nucléaire, elle est membre permanent du conseil de sécurité. Il faudra quelle s'affirme et des efforts considérables devront être consentis pour renforcer notre armée et notre défense.

*Le concept russe de « guerre nouvelle génération » du Général Gerasimov : quelle exploitation pour l'armée de Terre ? Année 3 - Note n° 1 THIBAUT FOUILLET avec le concours du GENERAL (2S) BRUNO LASSALLE

L'Allemagne est elle aussi en train de faire son « coming out politique », elle consent désormais à penser non pas seulement pour elle-même mais pour ses partenaires.

En juillet 2018, Donald Trump, avait mis l'Allemagne devant ses contradictions, en insistant sur la difficulté d'être à la fois dépendante et des forces américaines pour sa défense et de la Russie pour l'énergie. « *L'Allemagne est complètement contrôlée par la Russie [...] elle est prisonnière de la Russie. [...] Elle paie des milliards de dollars à la Russie pour ses approvisionnements en énergie et nous devons payer pour la protéger contre la Russie. Comment expliquer cela? Ce n'est pas juste !* », s'était emporté Donald Trump face à Angela Merkel.

Le 24 février, le général Alfons Mais Chef d'Etat-major des armes Allemandes écrit : « *Vous vous réveillez le matin et vous réalisez qu'il y a la guerre en Europe. [...] Dans ma 41e année de service en temps de paix, je n'aurais pas cru devoir vivre une autre guerre, et la Heer que j'ai l'honneur de commander est plus ou moins à sec* » au point que les « options politiques que nous pouvons proposer pour soutenir l'Otan sont extrêmement limitées ».

Cette invasion de l'Ukraine par la Russie, première puissance nucléaire au monde, en date du 24 février 2022, a donc eu l'effet d'un électrochoc, le chancelier Olaf Scholz trois jours plus tard annonce le 27 février une augmentation considérable des dépenses militaires allemandes. Il s'agit d'un changement de cap considérable dans un délai jamais vu qui en entrainera d'autres.

L'Europe, qui est incluse dans ce continent immense, qu'est l'Eurasie s'étend entre les deux océans, atlantique à l'ouest et pacifique à l'est, il n'est que l'extrémité ouest d'une espace méditerranéen qui a inventé la démocratie.

Car l'égalité entre les êtres humains ne va pas de soi. Deux systèmes au cours du dernier siècle le nazisme et le communisme ont installé en Europe les pires des dictatures menant à l'extermination de certains peuples.

De la démocratie, l'Europe n'avait retenu de ce terme que *dêmos* qui veut dire peuple mais avait oublié *kratos* qui est à la fois pouvoir et puissance. Il ne peut y avoir de *dêmokratias* sans puissance qui garantit le libre choix au peuple à décider ce qu'il veut pour lui-même. La démocratie est fragile ; dans ce monde nouveau on compte sur les doigts d'une seule main les pays réellement démocratiques, alors il convient de prendre conscience que l'Europe doit renforcer sa défense en commençant par la défense de sa culture et de ses mœurs.

Quelle que soit la responsabilité de l'OTAN et des Etats-Unis, nous aurions pu éviter cette crise si on avait écouté Poutine alors qu'il était encore temps ! Au passage, je note que l'OTAN a joué un rôle de démobilisation de l'Europe pour sa défense, préférant confier à d'autres ce qui ne devait être confié qu'à soi.

Cette pique de rappel montre une fois de plus que la volonté de puissance des belliqueux ne se corrige qu'avec une contre puissance au moins égale. J'ose espérer qu'elle aura le mérite de contraindre nos dirigeants à penser autrement face aux nombreuses menaces qui sont devant nous. Car c'est de manière globale qu'il convient de traiter ces menaces, toutes sans exceptions.

Une Europe forte n'est voulue par personne, ni par les Etats-Unis, ni par la Chine, ni par la Russie, ni par les européens eux-mêmes, en tout cas telle quelle se présente à eux, telle qu'elle se ressent, une armées de fonctionnaires non légitimes qui décident pour les peuples avec une légitimité limitée.

Ils veulent une Europe capable de les protéger, une Europe de progrès, une Europe des nations, une Europe de la liberté et du progrès social, certainement pas une Europe faiblarde et ouverte aux quatre vents.

Ils veulent une Europe de paix capable d'affirmer leurs valeurs, leur culture et de les défendre. Ils veulent des actes et ils se sentent menacés par des idées venues d'ailleurs tel que le wokisme, la cancel culture et autres déconstructions sublimes issue de cerveaux nourris au poison de la négation des valeurs essentielles défendues par les Hommes des Lumières, dont nous sommes les héritiers.

Le poisson pourri toujours par la tête, ou plutôt *Piscis primum a capite foetet* : « *le poisson commence par puer de la tête* », si nos élites qui, dans les universités se couchent devant ses préceptes n'ont pas senti l'odeur, c'est qu'ils ont le nez bouché et les neurones en goguette.

Poutine a analysé nos faiblesses et nos dérives et croit en la décadence de l'occident. Il a sous-estimé notre capacité de résilience.

C'est pourquoi il est nécessaire de ne pas ajouter nos faiblesses à d'autres faiblesse mais d'additionner nos forces. Face au défi que représente désormais la Russie en Europe qui veut régler par la force ses problèmes extérieurs à l'aune de ses problèmes internes, les harangues ne suffiront pas.

Le « *devoir d'agir pour le maintien de la paix, l'unité et la force de l'Europe réaffirmé lors de la session plénière du Parlement européen qui s'est tenue du 14 au 17 février à Strasbourg* » ne saurait rester l'expression d'un discours cent fois entendu et jamais traduit dans les actes.

Dès le 16 février 2022, Charles Michel déclarait « *nous soutenons l'Ukraine dans la crise qu'elle traverse et sommes prêts à tous les scénarios en ce qui concerne les actions qui vont être menées par la Russie* ». L'Europe se tiendrait-elle donc prête à agir en cas d'attaque de la Russie ? Notamment au travers de sanctions qui visent la politique énergétique ?

Le 17 décembre 2021, Vladimir Poutine avait d'une certaine manière répliqué en appelant l'OTAN à signer deux traités ; l'un stipulant que l'organisation ne s'élargisse plus avec d'autres pays notamment et surtout avec l'Ukraine et l'autre que les États-Unis ne s'engagent à ne plus déployer des bases et activités militaires en Ukraine.

Quant à Joe Biden, ce même jour, après avoir prononcé un discours annonçant des mesures économiques contre la Russie, est parti jouer au golf. Il est vrai qu'après avoir négligé l'Europe pour s'intéresser à la Chine après avoir trahit la France avec l'affaire des sous-marins australiens, les États-Unis souhaitent toujours ouvrir les portes de l'OTAN à l'Ukraine et beaucoup de pays en Europe y sont favorables, à l'exception de la France et de l'Allemagne ; semble-t-il.

Au risque d'être taxé d'anti-américanisme primaire, la politique étrangère des Etats-Unis demandent une faculté d'analyse que je ne possède probablement pas.

Puisqu'on n'a pas su prendre la voie de la raison bien avant qu'il ne soit trop tard, ni la parole, ni la diplomatie n'ayant suffi, nous sommes désormais face à un affrontement majeur. Un affrontement, à l'heure où j'écris ces lignes, qui est pour l'instant circonscrit au territoire ukrainien. L'évolution que prendra ce conflit dans les semaines qui arrivent nul ne peut le savoir.

Alors, la diplomatie n'est pas une option, elle est la solution, sans quoi la guerre risque de généraliser en Europe et la cavalerie risque, comme dans certains westerns, d'arriver trop tard.

Si aucune solution rapide n'est trouvée, la Russie, de plus en plus contrainte, risque de jouer l'option la plus radicale, l'annexion totale de l'Ukraine, menaçant ainsi directement dans un second temps la Pologne, la Moldavie et la Roumanie.

L'intérêt de l'Ukraine était celui de la neutralité, sans vocation à entrer dans l'UE et surtout dans l'OTAN, ne pas en avoir créé les conditions est une erreur.

L'Europe se réveille un peu tard, les Etats-Unis après avoir soufflé sur les braises, ils sont spécialistes, regardent la vieille Europe se débattre dans une crise inédite, dont ils sont en partie responsables.

Un dictateur nouveau, il faut oser dire le mot, est apparu en Europe, il vient de l'est, quelle que soit notre responsabilité, il convient de le combattre par la diplomatie et s'il le faut par les armes, car je crains que rien ne l'arrête.

Lorsque la peur n'est plus un frein, lorsque la confiance disparaît, alors l'impossible devient possible y compris le pire.

Roland Pietrini
*Ecrivain et rédacteur du blog Athéna Défense,
Ancien observateur à la Mission militaire française de liaison près du haut
commandement soviétique en Allemagne,
Ancien attaché d'ambassade en Pologne*

La Fondation Identité et Démocratie est partiellement financée par le Parlement européen et à la seule responsabilité de cette publication.



**IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE
FONDATION**



<https://id-foundation.eu>



contact@id-foundation.eu



Paris, France
Brussels, Belgium